



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 229
(Privé)

Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé (division d'enregistrement de Shawinigan)

Présentation

Présenté par
M. Maurice Richard
Député de Nicolet

Éditeur officiel du Québec
1986

Projet de loi 229

(Privé)

Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé (division d'enregistrement de Shawinigan)

ATTENDU que, par acte enregistré en 1880 au bureau de la division d'enregistrement de Trois-Rivières sous le numéro 26 968, Prudence Émilie Thiboutott a donné le lot 68 du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé à une corporation à laquelle a succédé, en vertu du chapitre 148 des lois de 1966-1967, la corporation appelée «Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte Vierge»;

Que cet acte oblige la corporation donataire à instruire les jeunes filles «dans le couvent que l'Oeuvre et Fabrique de la dite paroisse de St-Barnabé est pour faire construire sous peu, sur l'emplacement ci-dessus donné dans le village de la dite paroisse de St-Barnabé»;

Que cet acte prévoit qu'au cas où la corporation donataire cesserait de donner l'instruction au couvent construit sur le lot 68, celui-ci redeviendrait la propriété de la donatrice ou de ses héritiers, sous réserve de leur obligation de rembourser à l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Barnabé les sommes payées pour la construction du couvent, jusqu'à concurrence de 3 000 \$;

Que Prudence Émilie Thiboutott est décédée au plus tard le 13 janvier 1896, qu'elle ne s'était pas mariée et qu'il est pratiquement impossible de retrouver ses héritiers;

Que Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte Vierge prévoient ne plus avoir besoin du lot 68 pour fins scolaires ou autres, qu'elles se proposent de le vendre et qu'il est dans leur intérêt que soient annulés la clause qui les oblige à utiliser le couvent construit sur le lot 68 à des fins d'instruction ainsi que le droit de retour découlant de l'inexécution de cette clause;

Que la Fabrique de la paroisse de Saint-Barnabé-Nord a succédé à l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Barnabé relativement au lot 68, que Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte Vierge ont convenu de lui verser une somme de 3 000 \$ lors de l'adoption de la présente loi et qu'elle consent à l'adoption de la présente loi;

Que, depuis le 2 janvier 1965, les lots du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé sont situés dans la division d'enregistrement de Shawinigan;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Sont annulées toute obligation, charge ou condition d'utiliser le lot 68 du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé pour « instruire le plus tôt que possible les jeunes personnes du sexe dans le couvent que l'Oeuvre et Fabrique de la dite paroisse de St-Barnabé est pour faire construire sous peu, sur l'emplacement ci-dessus donné dans le village de la dite paroisse de St-Barnabé » qui pourraient découler de l'acte enregistré en 1880 au bureau de la division d'enregistrement de Trois-Rivières sous le numéro 26 968.

2. Est aussi annulé tout droit de retour du lot 68 du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé à Prudence Émilie Thiboutott ou à ses héritiers, stipulé à l'acte enregistré en 1880 au bureau de la division d'enregistrement de Trois-Rivières sous le numéro 26 968 et qui pourrait découler de l'inexécution d'une obligation, charge ou condition mentionnée à l'article 1.

3. Sur dépôt d'une copie conforme du dispositif de la présente loi, le registrateur de la division d'enregistrement de Trois-Rivières radie:

1° l'enregistrement de toute obligation, charge ou condition affectant le lot 68 du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé et annulée en vertu de l'article 1;

2° l'enregistrement de tout droit de retour affectant le même lot annulé en vertu de l'article 2.

4. Les droits réels sur le lot 68 du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé annulés en vertu des articles 1 et 2 sont remplacés par des droits personnels contre Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte Vierge.

Ces droits personnels ont une valeur égale à celle qu'avaient immédiatement avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) les droits réels qu'ils remplacent et ils se prescrivent par 10 ans à compter du (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*).

5. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).